

ON CONTINUE...

avec **l'UFR** des industries chimiques CGT

l'édito

ACTION NATIONALE DU 2 DÉCEMBRE : la cocotte commence à bouillir

Malgré la situation sanitaire, l'arrivée de l'hiver, les problématiques de transport, de santé des plus âgés d'entre nous, la stigmatisation du gouvernement à l'encontre de nos militants, ainsi que le silence assourdissant de la plupart des médias, cette mobilisation a été une véritable avancée et ne doit pas rester sans lendemain : nous étions plus de 25 000 à défiler.

La CGT a réussi ce pari de mobiliser les retraités, malgré des difficultés dans plusieurs départements. Quoi qu'il en soit, l'organisation a été à la hauteur des enjeux. Et, globalement, la démonstration est que nous avons aujourd'hui des possibilités d'élever le rapport de forces avec celles et ceux qui sont montés à Paris, mais également avec les militantes et militants qui partagent nos revendications, soutiennent nos luttes mais n'ont pu venir ainsi que beaucoup d'autres, isolés, et mal informés de cette action.

La situation économique et sociale de ce pays s'aggrave pour les plus précaires d'entre nous. Le gouvernement poursuit et même accentue sa politique ultralibérale.

Avec une inflation à 3,4 % à ce jour, l'augmentation de nos pensions reste bloquée à 0,4 % en 2021 et 1,1 % annoncé en 2022. Pour ce qui est de la Sécurité sociale, la LFS 2022 confirme la dégradation du système de santé, et ceci en pleine crise sanitaire. Enfin, les services publics continuent à fermer et deviennent de moins en moins accessibles aux retraité.e.s.

Ce n'est pas non plus la campagne politique nauséabonde de la période, portée par de nombreux médias, qui traite des questions sociales. D'ailleurs, aucun.e candidat.e à ce jour ne soulève dans son programme les problématiques vécues par les retraités. Or nos priorités globales, que l'on soit actif ou retraité demeurent la santé et le social.

Pour l'heure, l'UCR CGT propose une action unitaire le 24 mars, sur un périmètre régional cette fois-ci. Il ne faut pas que cette action soit sans lendemain. Nous n'avons pas les moyens d'attendre le mois de mars pour revendiquer une hausse des pensions.

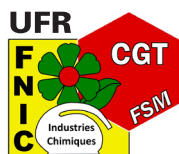
La CGT doit prendre ses responsabilités et appeler à une journée d'action interpro pour l'augmentation des pensions et des salaires, dès le début d'année.

Il est essentiel que toutes et tous, actifs comme retraités, nous soyons mobilisés : ce que perdent les retraités aujourd'hui est une charge qui pèsera lourdement sur les retraités de demain. Ne nous leurrions pas, camarades : plus on descend bas, plus il est difficile de remonter, cela vaut pour nos conquis qui ont été émiettés, année après année, par des politiques gouvernementales successives antisociales. ■



Sommaire

Une : L'édito • L'action, bulletin de pension p.2 • L'information, l'international p.3 • L'agenda, l'orga-le point, le coup de gueule p.4



ON CONTINUE... avec l'UFR des industries chimiques CGT est une publication de la FNIC (Fédération Nationale des Industries chimiques)

FNIC CGT Case 429 - 263 rue de Paris - 93514 Montreuil cedex

Tél. : 01 84 21 33 00 / www.fnic-cgt.fr / e-mail : contact@fnic-cgt.fr

Directeur de publication : Emmanuel Lépine

Bimensuel - 1,06 euros / ISSN : 2112-2776 / Commission paritaire : 0124 S 08416

l'action

Plusieurs actions en faveur des retraités se mettent en place **NOTRE MANIFESTATION NATIONALE DU 2 DECEMBRE :**



NOS REVENDICATIONS :

- Retraite à 60 ans, à taux plein, pour tous, après 37,5 ans de cotisations.
- Pension égale à 75 % minimum du salaire, calculée sur les 10 meilleures années, revalorisée sur les salaires et non sur les prix.
- Retraite anticipée pour les travaux pénibles, dès 55 ans.
- Pension de réversion de 75 %.
- Pas une retraite au-dessous du SMIC (revendiqué à 1900 €).
- Revalorisation des pensions bloquées depuis 5 ans.
- Suppression de la CSG et remplacement de celle-ci par une cotisation de l'employeur au travers du salaire socialisé.
- Prise en charge intégrale, par la Sécurité sociale, de nos dépenses de santé.

bulletin de pension

Une campagne va être lancée, dès janvier, pour revendiquer la mise à disposition d'un vrai bulletin de pension, non dématérialisé et permettant non seulement de contrôler tous les postes y figurant, mais de pouvoir également et si besoin, en contester les montants. ■

l'information

COP-26

Lors de la Conférence de Glasgow de 2021 portant sur les changements climatiques, la Chine, la Russie et le Brésil (qui représentent pourtant une part non-négligeable des émissions de gaz à effet de serre à l'origine du réchauffement climatique) n'étaient pas représentés: leur absence est un symbole fort qui laisse à penser que cette COP26 ne marquera pas, comme d'habitude, de grandes avancées.

Qu'est-ce qui pollue le plus au monde dans l'activité humaine ? Une question pertinente si on veut lutter contre la dégradation de l'environnement. Sans surprise, on retrouve l'ensemble des principaux pourvoyeurs de la société de consommation dans les industries qui polluent le plus. Les industries les plus toxiques sont principalement délocalisées dans les pays du sud et en voie de développement. Les populations locales n'ont pas le pouvoir de rivaliser, d'un côté face à une industrie écrasante et de l'autre, à des autorités impuissantes ou corrompues. La pollution est ainsi délocalisée loin des yeux du consommateur « civilisé ». Le bon côté de la mondialisation, c'est qu'il n'est plus possible de ne pas savoir.

COP26 : LES ETATS TROUVENT UN ACCORD APRÈS 15 JOURS DE NÉGOCIATIONS



Alarmiste, en raison des profondes contradictions et des choix de dernière minute, le député Alok Sharma, qui présidait la COP 26, s'est dit « désolé » d'un tel dénouement. En effet, le texte appelle les États membres à relever leurs engagements de réductions plus régulièrement que prévu dans l'accord de Paris, et ce dès 2022, mais avec la possibilité d'aménagements pour « circonstances nationales particulières », ce qui démontre les limites sur les ambitions réelles du texte. Quant au charbon, l'Inde, la Chine et d'autres pays qui en dépendent, ont rejeté une clause appelant à l'« élimination progressive » de l'électricité produite à partir du charbon.

Cette clause a été modifiée à la hâte pour demander aux pays de « réduire l'objectif de maintenir l'augmentation des températures à + 1,5 °C d'ici à la fin du siècle par rapport à l'ère préindustrielle ».

C'était pourtant la ligne de mire la plus ambitieuse de l'accord de Paris, signé en 2015 à l'issue de la COP21 et devenu la clé de voûte de l'action diplomatique en matière de préservation du climat. En effet, cet objectif fort, qui implique une réduction globale de réduction des émissions de 45 % d'ici à 2030, semble toujours très lointain. Selon les derniers calculs de l'institut indépendant Climate Action Tracker, même si les 198 États signataires de l'accord de Paris respectaient leurs promesses actualisées à l'occasion de la COP26, ils se heurteraient toujours à un mur climatique de + 2,4°C d'ici à la fin du siècle.

En conclusion, l'avenir des jeunes générations, la survie des populations, l'intégrité des territoires vulnérables sont en jeu, tandis que les intérêts des capitalistes qui dirigent les industries fossiles et polluantes ne sont pas négociables...

l'international

Élections Amérique Latine : Venezuela, Chili, et d'autres...

Le mois de novembre 2021 aura été intense au niveau électoral, en Amérique latine, puisque cinq importantes élections s'y sont déroulées, dont deux en Amérique centrale.

Au Venezuela, les élections régionales du 20 novembre ont été remportées par le parti au pouvoir de Nicolas Maduro, avec 20 des 23 postes de gouverneurs et aussi la mairie de Caracas. La droite ultra-libérale soutenue par les USA a perdu un siège !

Au Nicaragua, le parti sandiniste de Daniel Ortega est vainqueur des élections.

Au Chili, les candidats d'extrême droite José Antonio Kast et de gauche radicale Gabriel Boric sont qualifiés pour le second tour du 19 décembre. Heureusement, rien n'est encore gagné pour l'extrême droite à l'heure où nous écrivons cet article.

Au Honduras, scrutin historique : en effet, c'est la première fois depuis 1894 qu'un parti autre que le Parti national et le Parti libéral du Honduras l'emporte. La candidate du Parti Liberté et Refondation (gauche) devient également la première femme à accéder à la présidence du pays. ■

L'agenda

- 25 JANVIER : PROCHAINE RÉUNION DU CONSEIL NATIONAL DE L'UFR
- 21 AU 24 MARS : 42^{ème} CONGRÈS EXTRAORDINAIRE DE LA FNIC-CGT

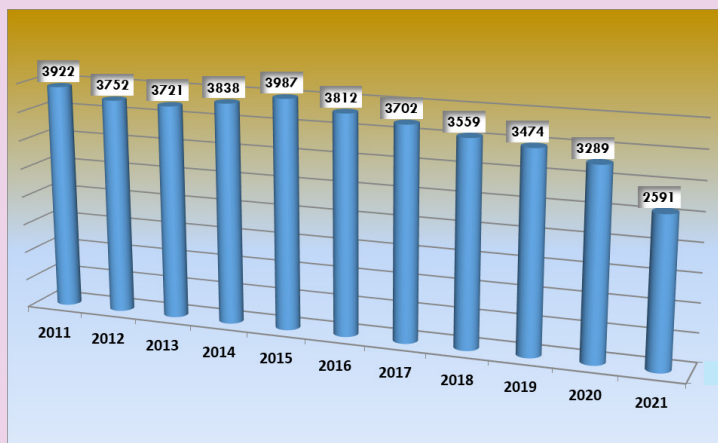
l'orga - le point...

FNI AU 10 DÉCEMBRE 2021

Il manque encore 185 FNI en 2020 pour atteindre le niveau de 2019 (déjà en retrait par rapport à l'année précédente).

Pour ce qui est de 2021, nous en sommes à 698 FNI manquants.

Nous espérons qu'en cette fin d'année, les comptes seront vite réglés afin que l'état des FNI remonte à un niveau correct. **NOUS COMPTONS SUR L'ENSEMBLE DES CAMARADES POUR RÉSORBER CES RETARDS.**



l'orga - le point...

Vacances d'hiver et fêtes de fin d'année : pas tous égaux.

Sans doute est-ce le bon moment pour rappeler que 2/3 des Français ne partent jamais en vacances l'hiver et qu'une famille sur cinq ne peut offrir de cadeaux à ses enfants à Noël. Certains (14 % et 24 % chez les catégories les plus pauvres) s'en remettent à une aide extérieure pour parvenir à déposer des paquets

sous le sapin. Et ce sont autant de familles, de jeunes, d'étudiants, de chômeurs, de personnes isolées qui vont se priver de cadeaux de fin d'année. Tandis que, du côté des plus aisés et pour finir sur une note d'humour un peu caustique, notons que cette année, le prix du caviar a considérablement augmenté. ■

COUP
DE GUEULE!



VOTRE UFR-FNIC



AVEC LES MEMBRES DE SON CONSEIL NATIONAL,
SOUHAITE DE BONNES FETES DE FIN D'ANNEE A NOS LECTRICES ET NOS LECTEURS.

Nous serons heureux de revenir vers vous en 2022 pour de nouvelles informations.